

Philippe Van Parijs
L'histoire du fédéralisme belge ne fait que commencer

Propos recueillis par Dominique Berns
Le Soir, 25 juin 2004, p.17

Q : Selon de nombreux hommes politiques flamands, de Hugo Schiltz à Jean-Luc Dehaene, la progression du Vlaams Blok serait imputable aux Francophones, à l'arrogance du PS et à la fin de non-recevoir qu'opposeraient les francophones aux exigences flamandes. Qu'en pensez-vous ?

De la part de politiques comme d'universitaires flamands, j'ai lu et entendu beaucoup d'autres explications, y compris dans *Le Soir*. Il serait franchement puéril de continuer à pleurnicher sur quelques phrases montées en épingle, qui contiennent du reste une part de vérité. Si nous voulons vraiment aider ceux qui en Flandre luttent contre le Blok, ce n'est pas par des fanfaronnades, mais en réfléchissant ensemble, avec toute la modestie que doit nous inspirer la montée du FN, aux échecs et réussites des tentatives locales de s'attaquer aux racines du problème. Pas par des techniques de diabolisation, confinement ou muselière, qui au mieux camouflent les symptômes, mais par des initiatives innovantes qui aident à réduire l'angoisse et sa focalisation sur l'Autre.

Q : Au lieu de chercher un bouc émissaire et, ce faisant, de cautionner le discours du Blok, les hommes politiques flamands ne feraient-ils pas mieux de s'interroger sur leur propre responsabilité dans la progression du Vlaams Blok ?

Il me semble que c'est exactement ce qu'ils font, y compris en se demandant si le cordon sanitaire, auquel ils se sont rigoureusement tenus, était une si bonne idée. En contemplant l'aisance avec laquelle ils ont ratatiné les Verts en les embarquant pour une législature, on comprend qu'ils se posent la question.

Q : Jugez-vous que l'insistance sur l'octroi du droit de vote aux étrangers non européens aux élections communales était une erreur politique de la part des partis francophones ?

Même si elle n'avait pas été théâtralement amplifiée par les hoquets du VLD, on pouvait s'attendre à ce que l'extension du droit de vote renforce le Blok aux régionales. La gauche flamande et les partis francophones n'en ont pas moins eu pleinement raison de persister. Car l'objectif n'était pas de grappiller quelques voix aux élections suivantes, mais de faire un investissement essentiel pour l'avenir : le droit de vote pour tous aux communales, c'est un renforcement des occasions de contact entre toutes les composantes de la population et une incitation aux pouvoirs communaux à ne délaissier aucun quartier. Il s'agit maintenant de faire bon usage de cette extension à l'approche des communales de 2006. Puis, le moment venu, il s'agira de l'étendre aux régionales, en commençant, sous pression européenne, par Bruxelles.

Q : Le VLD et le SP.A ont accepté. Ils pouvaient refuser quitte à provoquer la chute du gouvernement...

Le SP.A était favorable d'emblée, y compris sans les restrictions ajoutées par le MR. Au sein même du VLD, des personnalités respectées comme Annemie Neyts, Paul De Grauwe et Sven Gatz l'étaient aussi, mais pas la majorité du parti, ni du reste la majorité de la population du pays si on lui avait soumis tout de go la proposition. Le VLD aurait donc eu quelque légitimité à faire tomber le gouvernement. Il a eu la sagesse de ne pas le faire. Une démocratie

qui fonctionne bien doit parfois pouvoir décider le contraire de ce que la majorité du peuple dit souhaiter.

Q : En agitant des thèmes communautaires, en dénonçant sans cesse les transferts Nord-Sud, les partis démocratiques flamands n'ont-ils pas apporté leur caution au discours du Blok ?

Les partis flamands n'ont pas attendu le Blok pour agiter des thèmes communautaires. Celui des transferts Nord-Sud a du reste été bien plus chaud il y a quelques années, avant que Vandembroucke n'entreprenne de prendre à bras le corps le défi de distinguer entre les transferts (pas seulement Nord-Sud du reste) qui révèlent de véritables anomalies dans les dépenses et celles qui découlent de l'exercice normal de la solidarité. Parmi les propositions flamandes, il importe au plus haut point de distinguer celles qui veulent accroître l'autonomie pour abolir toute solidarité inter-régionale et celles qui veulent accroître cette autonomie pour permettre à chaque Région de mieux organiser la solidarité en son sein. Mettre tout dans le même paquet est intellectuellement malhonnête et politiquement contreproductif.

Q : On a déjà connu plusieurs réformes de l'Etat, qui ont été à chaque fois quasi-immédiatement dénoncées par les partis flamands... Francophones et Flamands ne peuvent-ils s'entendre une bonne fois pour toute et puis faire fonctionner une structure fédérale stabilisée ?

Non. Nous continuerons à discuter, à proposer, à expérimenter. Pour notre bien et pour celui de tous les pays plurinationaux du monde qui regardent avec intérêt ce qui se fait et vit en Belgique. Faire cohabiter, collaborer et partager des peuples fonctionnant démocratiquement dans des langues différentes n'est pas facile, mais essentiel en bien des endroits. Dans l'effort de concilier autonomie et solidarité, nous ne nous en tirons pas mal du tout. Mais nous pouvons et devons faire mieux. L'histoire laborieuse mais pionnière du fédéralisme belge ne fait que commencer.

Q : Selon Etienne Vermeersch, la plupart des Flamands diront : « Nous voulons bien être solidaires. Mais pas pour recevoir en même temps des coups de pied au derrière. La solidarité doit être basée sur des critères objectifs. Et il ne faut pas mêler à la question de la solidarité des choses qui n'ont rien à voir, comme l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde ou le principe de territorialité accepté partout au monde, sauf par les francophones des communes à facilités. » Mais l'exigence de régionalisation de parties de la sécurité sociale et de la fiscalité ne contredit-elle pas cette solidarité ?

La solidarité peut et doit être maintenue, et même renforcée. Mais Vermeersch a raison : il importe de ne pas la saboter par des exigences idiotes. Prenez les facilités. Dans les six communes à facilités de la périphérie bruxelloise, le revenu imposable par tête est près de 40% plus élevé qu'à Bruxelles et la fiscalité locale en moyenne de près de 40% inférieure. Quel intérêt Bruxellois et Wallons ont-ils exactement à rendre ces communes aussi attrayantes que possible pour des francophones ? Même les plus coincés dans la Belgique de jadis finiront par réaliser que la suppression des facilités est autant dans l'intérêt de la Wallonie et de Bruxelles que l'a été le transfert forcé de l'UCL.

Q. Et l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde ?

C'est l'occasion rêvée d'utiliser une bête querelle pour renforcer intelligemment les ressorts politiques de la solidarité fédérale. La logique de notre architecture électorale exige la scission de l'arrondissement. Mais une saine dynamique fédérale exige que les habitants de chaque région aient l'occasion de voter pour des candidats des autres régions. Troquons donc la scission de l'arrondissement contre la mise en place d'une circonscription nationale pour,

mettons, 25 des 150 sièges de la Chambre, dans la ligne de ce que proposent depuis des années divers universitaires francophones et flamands. La hantise de la tache d'huile s'apaisera, des habitants de la périphérie pourront continuer de voter FDF, et les poids lourds de tous les partis, qui ne se feront pas prier pour se porter candidats dans cette circonscription nationale, seront amenés à s'adresser au pays plutôt qu'à leur seule communauté.

Q : L'affirmation de plus en plus nette d'une identité flamande ne conduit-elle pas à la remise en cause de l'Etat belge ?

L'excitation communautaire en période électorale est inhérente à un système qui combine des partis mono-communautaires acculés à la surenchère et un gouvernement bicommunautaire acculé au compromis. Cette excitation a été beaucoup plus aiguë dans le passé. Nous y avons fait face en ajustant nos institutions. Et nous continuerons de le faire, y compris pour faire mieux place à l'affirmation de fortes identités flamande, wallonne et bruxelloise. Ce n'est pas en réprimant le développement de nos trois identités régionales que l'Etat fédéral prospérera mais en leur permettant de s'épanouir plus qu'elles ne l'ont jamais fait.